

Analyse des résultats du premier tour de l'élection présidentielle française

(<http://www.voltairenet.org/article12431.html>)

Le 21 avril 2002 n'a pas été marqué par une poussée du FN, mais par un effondrement des partis de gouvernement

Les institutions gaullistes ont perdu, le 21 avril 2002, la légitimité qu'elles tiraient du lien direct entre le président de la République et le Peuple. Malgré la multiplication des candidatures permettant de toucher le public le plus large possible, les partis de gouvernement n'ont recueilli péniblement le soutien que du tiers de la population âgée de plus de 18 ans. Ils ont perdu six millions de voix par rapport à l'élection précédente, dont moins d'un million s'est reporté sur l'extrême droite. Occupés à sauver leurs meubles, les partis politiques traditionnels se sont abstenus de traiter des problèmes majeurs, particulièrement de l'égalité politique des six millions de Français de culture arabo-musulmane. La violence et l'insécurité, sur lesquels ils ont fait campagne, sont en fait celles générées par le système. Issues de la crise coloniale, les institutions de 1958 ont reproduit l'exclusion sociale, politique, culturelle, religieuse, médiatique d'une partie de la population. Le choix offert au second tour s'est résumé soit à un large consensus pacifique autour du système avec Jacques Chirac, soit au maintien du système par la force avec Jean-Marie Le Pen.

4 mai 2002

En avril 1995, *Le Monde* publiait l'analyse du premier tour de l'élection présidentielle par le politologue Pascal Perrineau. Le journal de référence de la classe dirigeante française titrait "Une vraie élection de crise : les partis de contestation n'avaient jamais été placés aussi haut dans une présidentielle" (*Le Monde* du 26 avril 1995). En effet, près de 500 000 suffrages s'étaient déplacés sur l'échiquier politique. Les partis qui n'avaient jamais été associés au gouvernement recueillaient 7,2 millions de voix contre 23,1 millions de voix pour les partis de gouvernement (droite et gauche confondues).

En avril 2002, le phénomène s'est reproduit, mais son ampleur a été multipliée par 12 pour porter sur 6 millions de suffrages. Alors que l'analyse de Pascal Perrineau devient essentielle pour comprendre le scrutin, elle est escamotée par la presse. *Le Monde* n'interroge plus le politologue que sur l'évolution de l'électorat d'extrême droite.

Le personnel politique mobilise l'ensemble des partis de gouvernement, des instituts de sondage, des grands médias et même des personnalités du show-bizz pour livrer une lecture aussi unilatérale que biaisée du scrutin. Mettant en avant leur propre surprise face à l'élimination de Lionel Jospin et à la qualification de Jean-Marie Le Pen, les "milieux autorisés" parlent d'un échec des socialistes et d'une percée de l'extrême droite. Cependant, si ces deux affirmations sont exactes, elles ne sont que des arbres cachant la forêt.

Le désaveu des partis de gouvernement

Alors que les partis de gouvernement avaient multiplié les concessions pour "ratisser large", ils perdent 6 millions de voix par rapport à 1995. Il n'aura pas servi à grand-chose de récupérer les Verts au gouvernement et de les laisser développer une critique interne du pouvoir (Noël Mamère), ni de laisser le vieux Parti radical entrouvrir la porte aux exclus de la politique (Christiane Taubira). Pas plus qu'il n'aura été efficace d'adresser des discours personnalisés à des électeurs thématiques, que ce soit sur la famille catholique (Christine Boutin) ou sur la déréglementation néolibérale (Alain Madelin). Les Français ont massivement refusé de continuer à soutenir ceux qui gèrent le pays, faute de le gouverner. Les neuf candidats des partis de gouvernement ne parviennent à recueillir au total que le soutien de 42 % des inscrits. La réalité est encore plus cruelle si on la rapporte à l'ensemble de la classe d'âge (c'est-à-dire si l'on tient compte des cinq millions de Français et de résidents étrangers exclus du suffrage presque universel) : les partis de gouvernement ne sont soutenus que par 38 % de la population !

Les 6 millions d'électeurs qui ont sanctionné les partis de gouvernement se sont à peu près également répartis entre abstention et vote pour des "personnalités périphériques". Et parmi ces personnalités, ils ont choisi à peu près équitablement entre l'extrême droite (Bruno Mégret, Jean-Marie Le Pen), l'extrême gauche

(Olivier Besancenot, Daniel Gluckstein, Arlette Laguiller), et les candidats en rupture avec les formations traditionnelles (l'ex-RPR Jean Saint-Josse, l'ex-PS Jean-Pierre Chevènement).

En perdant le soutien de la majorité des électeurs, les institutions de 1958 perdent leur légitimité, jusque-là fondée sur le lien direct unissant le président de la République au Peuple. Tout en reconnaissant formellement les mêmes droits à tous les citoyens, cette pseudo-République - imposée par la force à la faveur de la crise algérienne - a reproduit dans son fonctionnement la distinction coloniale entre Français et musulmans. Tout en invoquant le principe d'intégration, elle a exclu du pouvoir politique des citoyens d'autres cultures, d'autres couleurs, d'autres religions. Loin de s'atténuer avec le temps, ces discriminations se sont amplifiées au point que les gouvernements Jospin auront été les seuls, depuis 1958, à ne comprendre aucun ministre de couleur.

Ce scrutin marque ensuite la sanction du personnel politique qui a bloqué le système. C'est un rejet des partis de gauche et de droite qui ont incestueusement cohabité jusqu'à perdre leurs identités respectives et leur pugnacité. C'est une sanction d'un système dans lequel les Français ne sont plus des citoyens élisant des représentants sur des conceptions conflictuelles de l'Intérêt général, mais des électeurs appelés à choisir entre des équipes d'énarques engagées à défendre les intérêts distincts de telles ou telles catégories socio-professionnelles d'électeurs.

Les "milieux autorisés" se leurrent eux-mêmes en ne relevant que le recul de la gauche, qui perd 2 millions de voix, dans la mesure où la droite en perd 4 millions. Ils ne sont pas plus lucides en hurlant à la montée de l'extrême droite, qui gagne moins d'1 million de voix, quand au même moment l'extrême gauche gagne elle aussi 1 million de voix, et les candidats en rupture également 1 million. Cependant, la surévaluation du "danger lepéniste" et le mot d'ordre "votez Chirac" apparaissent pour le personnel dirigeant comme les seuls moyens de masquer provisoirement son illégitimité. Après avoir suggéré pendant dix-neuf ans aux électeurs que l'on gérait parfaitement le pays sans eux et qu'ils pouvaient s'abstenir en toute confiance, on les somme désormais de voter, et de voter pour le candidat unique du camp pseudo-républicain. Peu importe que cette stratégie ait pour conséquence d'ériger un candidat néofasciste en champion de la sanction populaire d'un système vermoulu : pour sauver ses strapontins, le personnel politique est prêt à abreuver la "bête immonde". Et si cette stratégie échoue, la classe dirigeante est prête à changer de personnel politique et à faire appel à un ancien sous-officier d'armée coloniale capable, en désespoir de cause, de maintenir par la force le statu quo.

L'incapacité du personnel politique

Dans cette crise, l'importance accordée aux sondages est un sujet d'étonnement. Depuis une vingtaine d'années, les états-majors politiques et les grands médias étudient avec ravissement des courbes et des pourcentages comme jadis les patriciens romains consultaient les aruspices. S'il ne vient plus à l'idée de personne de lire l'avenir dans les entrailles de volatiles sacrifiés, élus et patrons de presse s'adonnent aux sondages prédictifs malgré leur inefficacité avérée. En 1988, ils donnèrent Raymond Barre gagnant contre un François Mitterrand vieillissant ; en 1995, ils pronostiquèrent à coup sûr un deuxième tour Balladur-Delors ; en 2002, ils voyaient Jospin triompher d'un Chirac carbonisé par les affaires.

Cet engouement pour les sondages ne trahit pas seulement les angoisses de ceux qui les paient, mais aussi l'alignement des politiques sur les règles économiques. En effet, les instituts de sondage travaillent originellement sur des études de marché et ne se livrent que marginalement à des évaluations des intentions de vote. À ce titre, ils n'ont jamais étudié précisément le corps électoral et se contentent d'établir des panels "représentatifs" de la population métropolitaine disposant d'un vrai pouvoir d'achat. Ainsi, ni les Français de l'étranger, ni les électeurs des DOM-TOM, ni les pauvres de métropole ne sont inclus dans les panels.

Certains candidats, qui n'ont qu'un projet de carrière à défaut d'avoir un projet politique, élaborent désormais des campagnes selon des plans marketing. Pour ce faire, ils recourent aux sondages d'opinion. Ils testent leurs thèmes par questionnaires, montrant ainsi qu'ils renoncent à représenter leurs concitoyens. Ils n'obtiennent de réponses qu'aux questions qu'ils posent et ignorent les questions que les électeurs se posent.

Aucun sondage ne les a rendus capables de voir et d'entendre les signes précurseurs. Lorsque le gouvernement fut bombardé d'œufs pourris et de tomates dans une tribune du Stade de France et que les Français y sifflèrent la Marseillaise ; lorsque le président de la République fut accueilli dans un quartier populaire à coups de crachats, ils dissertèrent sur le manque d'éducation des gamins de banlieues.

Les états d'âme de quelques leaders des partis de gouvernement sont un autre sujet d'étonnement. Pendant dix-neuf ans, ils ont affirmé qu'il n'y avait qu'une seule politique possible et que toutes les décisions prises étaient les bonnes, même si elles étaient mal comprises par un peuple ignorant auquel elles avaient été mal expliquées. Puis, ils nous ont assuré qu'ils allaient "associer les gens" à la prise de décision pour leur expliquer en direct, et non après, ce qu'ils décidaient pour leur bien. Désormais, ils miment l'introspection et se frappent la poitrine. Ils déclarent avec contrition avoir "entendu et compris le message des électeurs" qui les ont sanctionnés. Les belles âmes feignent de croire que les électeurs leur reprochent des erreurs particulières qui pourraient être réparées, alors que les urnes ont refusé de continuer à les légitimer. La sanction des électeurs n'appelle pas une inflexion et des nuances dans telle ou telle politique, mais un changement d'institutions et la désignation d'authentiques représentants en lieu et place d'une élite administrative.

Prenant peur, le personnel politique a mobilisé tous les moyens d'information qu'il contrôle. Jacques Chirac refuse tout débat, pour lui-même ou pour ses délégués, avec Jean-Marie Le Pen et les siens. En lieu et place du débat démocratique, seul apte à réfuter les idées néo-fascistes, la campagne du second tour se résume au bref harcèlement des porte-parole lepénistes par les journalistes à la mode et à la longue litanie des bien-pensants appelant à "voter Chirac". Et dans l'entonnoir avec lequel on gave les électeurs, les chiens de garde du pouvoir moulinent des imprécations contre le Peuple imbécile qui a si mal voté. Les électeurs de Le Pen sont animés par "des angoisses, des fantasmes, des intolérances". Ils ont "peur de la modernité, de l'Europe, de la mondialisation, qui sont autant de menaces pour l'identité de la France. Peur de l'Autre, peur de quiconque se veut différent". Par stupidité, ils ont eu le malheur d'envisager une "révolte de "ceux d'en bas" contre "ceux d'en haut", qui ne savent pas les entendre ni répondre à leurs demandes. Une révolte des laissés-pour-compte contre les privilégiés, des oubliés de la croissance contre les profiteurs de l'expansion, des pauvres contre les riches, des exclus contre les nantis", écrit avec horreur un éditorialiste (*Le Monde* du 28 avril 2002).

Toutes les insultes sont bonnes pourvu que ne soit pas posée la question existentielle de la légitimité du personnel politique.

Ce personnel imagine une échappatoire : fusionner toutes les formations de gauche et toutes celles de droites de manière à créer deux grands partis sur le modèle des Républicains et des Démocrates aux USA. Dans la foulée, les institutions pseudo-républicaines de 1958 seraient abandonnées pour un régime présidentiel à l'américaine. De tels arrangements permettraient de gagner du temps à défaut de résoudre quoi que ce soit. Dans cette optique, certains s'activent déjà à "refonder la droite" ou la gauche, c'est-à-dire à moderniser les structures politiciennes et à adapter leur marketing sans remettre en cause des clivages surannés. Chacun sait pourtant que le moment est venu de redistribuer les cartes idéologiques.

En attendant, l'heure est aux petites combinaisons. Il se pourrait que dans la prochaine Assemblée nationale, des députés lepénistes empêchent aussi bien la droite que la gauche de détenir la majorité absolue. Pour gouverner, Jacques Chirac pourrait alors débaucher un Premier ministre dans les rangs du Parti socialiste. À moins qu'il ne soit pris de vitesse par une alliance entre les démocrates-chrétiens de l'UDF et les sociaux-démocrates du PS. Les petites ambitions de quelques caciques pourraient ainsi survivre au désastre dont ils sont pourtant responsables.

Pourra-t-on étouffer longtemps le nouveau clivage politique ?

En France, l'opposition Droite/Gauche s'est cristallisée lors de l'affaire Dreyfus, il y a un siècle. À droite : ceux qui pensaient que l'honneur de l'armée française était plus important que la vérité. À gauche : ceux pour qui être juif n'était pas un signe de culpabilité et qui aspiraient à voir les Français juifs jouir de leurs droits politiques. Puis cette opposition s'est figée pendant la Guerre froide. À droite : les pro-américains, à gauche : les pro-soviétiques. Après la chute du Mur de Berlin et trois cohabitations, si l'on distingue toujours des idées de droite et des idées de gauche, on ne perçoit plus de différence entre la droite et la gauche au pouvoir.

Ne dit-on pas que choisir entre Chirac et Le Pen, c'est choisir entre "un escroc ou un facho" ? Outre que cela suppose que Le Pen est honnête, la gauche n'aurait-elle rien de politique à reprocher à Chirac ?

Le nouveau clivage qui structurera dans les prochaines années la vie politique française est à chercher dans le tabou de la campagne présidentielle. Alors que la Constitution assigne au président de la République la seule fonction de conduire la politique étrangère et de défense, les seize candidats se sont implicitement accordés à n'en jamais parler. Il est vrai qu'aucune formation politique n'aurait résisté à un tel débat : comment analysez-vous les attentats du 11 septembre ? Soutenez-vous la guerre américaine au terrorisme ? Approuvez-vous la campagne israélienne antiterroriste dans les territoires occupés ?

Pourtant, la République doit répondre aujourd'hui à la question de l'exercice de leurs droits politiques par les Français arabo-musulmans. Et elle ne pourra guère différer encore sa réponse car sa survie, comme entité pluriculturelle et laïque, est remise en cause par le "Choc des civilisations" théorisé par le professeur Samuel Huntington (voir en ligne) et mis en œuvre par la "croisade" de George W. Bush et "l'opération de sécurité" d'Ariel Sharon. Le monde judéo-chrétien et le monde arabo-musulman ne pourraient pas coexister pacifiquement et seraient voués à se faire la guerre. Pour s'assurer de la victoire, il conviendrait d'écraser l'ennemi avant qu'il n'ait constitué de forces supérieures.

Bientôt, il y aura d'un côté ceux pour qui l'honneur des armées américaine et israélienne est plus important que la vérité, et de l'autre, ceux pour qui être de culture arabo-musulmane n'est pas un signe de culpabilité.

Pour empêcher cette alternative, la classe dirigeante a prévu de longue date une éventuelle solution de rechange : le Front national. Contrairement à la présentation qu'en font les partis de gouvernement, le FN n'est pas leur ennemi, mais leur rival. Il n'est pas l'adversaire du système, mais sa quintessence.

Officiellement, le Front national fut créé, en 1972, pour coaliser des groupuscules d'extrême droite - principalement ceux issus de l'OAS et du combat pour l'Algérie française - autour d'Ordre nouveau en vue des élections. Officieusement, cette coordination était soutenue et financée par Jacques Foccart et Irwing Brown avec les fonds secrets de l'Élysée et de l'OTAN pour faire pièce aux communistes de l'extrême gauche et du PC. Lors de la dissolution d'Ordre nouveau, Jean-Marie Le Pen transforma le FN en parti politique pour continuer son action.

Après la dissolution du SAC (Service d'action civique) de Jacques Foccart, l'appareil d'État français se trouva démuné de mercenaires pour intervenir dans le "domaine réservé africain". Comme nous l'avons démontré devant une Commission d'enquête parlementaire, Jacques Foccart et son successeur François de Grossouvre organisèrent alors le DPS (Département protection sécurité) au sein du FN pour disposer de gros bras en France et de mercenaires pour les actions en Afrique. Symboliquement, au soir du 21 avril 2002, Jean-Marie Le Pen s'adressa aux Français depuis son quartier général de campagne en plaçant à ses côtés Roger Holeindre, ancien combattant des guerres coloniales et fondateur du DPS.

Dans son discours du 1er mai, Jean-Marie Le Pen stigmatise le personnel politique que le Front national aspire à remplacer. A aucun moment, il ne critique les institutions de 1958. Au contraire, il critique les "trahisons" de Jacques Chirac qui, selon lui, n'en a pas fait assez pour défendre les principes néo-coloniaux. Il lui reproche principalement de laisser basculer le rapport de force entre Français et musulmans (au sens des deux collèges électoraux de l'Algérie française) en autorisant l'immigration maghrébine, en accordant trop facilement la citoyenneté et en laissant s'installer un déséquilibre de natalité entre communautés.

Face à la crise de régime, les deux grands partis ne proposent aucune solution, et le Front national encore moins qu'eux. Au contraire, Jean-Marie Le Pen entend continuer le système néocolonial, pour lequel il s'est toujours battu, et le renforcer dans le cadre du "Choc des civilisations". C'est précisément ce qu'il a expliqué au quotidien *Ha'aretz* : "En dépit de leur citoyenneté française, [six millions] de musulmans ressentent un lien avec une autre entité [culturelle], ils deviennent naturellement suspects aux yeux de ceux qui seront un jour contraints de se confronter à eux" (*Ha'aretz* du 28 avril 2002). Oubliant le courant antisémite du Front national, le journal israélien évoque avec complaisance les similitudes entre la répression coloniale, à laquelle Jean-Marie Le Pen participa volontairement en Algérie, et la guerre au terrorisme arabe, conduite par Ariel Sharon dans les Territoires occupés.

Face au désaveu des partis de gouvernement et à la crise de régime, le système espère se maintenir par un consensus amer autour de Jacques Chirac ou, à défaut, par la force avec Jean-Marie Le Pen.

Note : Ce document n'engage que son auteur et en rien le site Internet *Lutte de classe*.